

Document

La France saisie d'une « frénésie sécuritaire » ? (26.09)

Reuters – 25.09.

Le sociologue Laurent Mucchielli s'alarme de la « frénésie sécuritaire » qui a saisi à ses yeux la France depuis le début des années 2000 et du recul des libertés qu'elle entraîne peu à peu.

Il estime que le manque de recul d'une presse qui se laisse « dicter son agenda » par les politiques, le suivisme de la gauche « incapable de construire sa propre analyse » et la manipulation des statistiques contribuent à ce phénomène.

« Il n'y a aucune pensée de fond, on est en permanence dans une sorte de raz-de-marée de l'immédiat et, du coup, ce qui tient lieu d'analyse, c'est l'indignation, voire le café du commerce », déplore-t-il dans une interview à Reuters.

Nicolas Sarkozy a demandé début septembre aux forces de l'ordre une « mobilisation totale pour la sécurité des Français », jugeant que les chiffres de la délinquance depuis le printemps dernier « ne sont pas bons », notamment sur les cambriolages.

Dans plusieurs ouvrages, Laurent Mucchielli explique comment amalgamant délinquances bénignes et plus graves ou en s'arrangeant avec les statistiques, gouvernants et prétendus experts nourrissent le sentiment d'insécurité.

Visant la politique de Nicolas Sarkozy, qui a été ministre de l'Intérieur pendant près de quatre ans au total avant d'accéder à l'Élysée, le chercheur au CNRS note que les mêmes dirigeants qui tiennent « des discours très régalien » poursuivent « le désengagement de l'État au niveau local ».

EFFET BOULE DE NEIGE

« La réduction du nombre des fonctionnaires touche la police et la gendarmerie autant que les autres. En outre, ils sont organisés d'une manière qui contribue à les éloigner du terrain et de la population », explique-t-il.

Il estime que le thème de la sécurité revient sur le devant de la scène en fonction d'un « calendrier politique bien choisi », à l'image des élections européennes de juin dernier qui ont vu ressortir le thème des bandes et des violences à l'école.

Il s'interroge également sur les raisons qui font qu'un banal fait divers (crime conjugal ou vol à main armée) se retrouve soudain à la « une » des médias nationaux, comme s'il s'agissait de « préparer le terrain » des réactions politiques.

« Quelle est la part des consignes données par les rédacteurs en chef et comment fonctionne l'effet boule de neige ? ».

Plus largement, le chercheur constate la disparition du débat politique de fond sur ces questions.

« La gauche dit que le gouvernement exagère, mais elle ne produit pas fondamentalement une autre analyse de la situation. Comme tout le monde semble partager la même analyse, ça donne une sorte de surenchère sans réel débat », avance-t-il.

Laurent Mucchielli note que la gauche a elle-même validé l'idée selon laquelle l'ex-Premier ministre Lionel Jospin aurait perdu la présidentielle de 2002 parce qu'il aurait été naïf en matière de sécurité. Or, c'est l'argument de la droite.

« Ce dont la droite l'accuse, la gauche l'a repris à son compte. Elle n'est même pas capable de construire sa propre analyse de son échec, elle reprend celle de son adversaire. »

PAS DE MÉMOIRE

Autre constat du sociologue: non seulement il n'y a pas de débat contradictoire, mais il n'y a pas de mémoire.

« On fonctionne sur le temps immédiat du journaliste, un horizon de 24 heures que le pouvoir politique a bien compris et qu'il instrumentalise en essayant de fixer l'agenda », dit-il.

Laurent Mucchielli cite le cas de journalistes s'étonnant devant des « violences nouvelles » sans se rendre compte qu'ils ont écrit à peu près la même chose quelques années auparavant, alors qu'ils auraient pu le vérifier « d'un simple clic dans la rubrique archives de leur journal ».

Selon lui, la presse n'a plus aucune capacité d'enquête et dépend d'un côté des agences de presse et de l'autre des politiques « qui savent très bien communiquer et fournir des dossiers de presse clef en main ».

Parallèlement, il note une progression de « l'idéologie de la tolérance zéro », qui fait qu'on va à chaque fois « un peu plus loin dans les mesures sécuritaires » en empilant les lois.

« Cette tolérance zéro ne peut pas ne pas influencer les mentalités des gens et leur faire accepter de plus en plus de concessions par rapport aux libertés publiques », dit-il.

Les gardes à vue ont ainsi augmenté de 72 % entre 2001 et 2008 alors même que le gouvernement dit que la délinquance baisse, souligne le chercheur.